



## Conseil économique et social

Distr. générale  
15 décembre 2015  
Français  
Original : espagnol

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Mayama, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Mayama est une organisation de la société civile basée à Jalisco, au Mexique. Elle a été fondée en 2008 par un groupe de personnes préoccupées par le sort des enfants mexicains abandonnés, marginalisés ou victimes de violences. Depuis lors, elle s'emploie principalement à veiller à ce que les enfants et leur famille victimes de marginalisation, de violence, de mauvais traitements et d'exclusion, ainsi que les orphelins, puissent acquérir les moyens de surmonter les difficultés de leur environnement, et ainsi améliorer leur qualité de vie. L'organisation cherche à développer les capacités de chaque enfant et de sa famille afin qu'ils puissent créer des environnements propices au changement et au développement social, économique et culturel du pays, et qu'ils parviennent à moyen et à long terme à en finir avec la marginalisation et la violence. Elle a recours à un modèle d'enseignement systémique qui accompagne chaque enfant et sa famille pendant cinq ans et demi afin de développer ses compétences. Ce modèle permet également d'éviter que les enfants des zones fortement marginalisées et violentes, qui sont en retard au niveau scolaire et en situation de risque, ne tombent dans la délinquance ou ne vivent dans la rue ou dans des foyers d'accueil, et les aide en outre à intégrer le système scolaire sans problème, à reprendre confiance en eux, à envisager leur propre plan de vie et à atteindre avec succès leurs propres objectifs. Mayama est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social et participe activement à des projets menés à l'échelle nationale et locale afin de promouvoir des politiques publiques qui améliorent la situation des enfants au Mexique.

Nous nous réjouissons de la récente adoption des objectifs de développement durable dans le cadre de la soixante-dixième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui fut une excellente occasion de réfléchir à la question du développement durable, et lors de laquelle il a été reconnu qu'il est important de continuer d'agir en faveur d'un monde qui investit dans ses enfants et où chacun d'eux grandit à l'abri de la violence et de l'exploitation. Un monde où l'égalité des sexes est une réalité pour chaque fille et où tous les obstacles juridiques, sociaux et économiques à leur autonomisation ont été levés.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, plus de la moitié des 40 millions d'enfants et d'adolescents mexicains vivent dans la pauvreté, et 4,7 millions d'entre eux se trouvent dans une situation de pauvreté extrême. Environ 6,1 millions d'enfants âgés de 3 à 7 ans ne vont pas à l'école et entre 55 % et 62 % des adolescents qui suivent un enseignement secondaire reconnaissent avoir été victimes d'une forme quelconque de mauvais traitements au cours de leur vie. Deux millions et demi d'enfants et d'adolescents âgés de 5 à 17 ans travaillent et 6,6 % des enfants qui naissent sur le sol mexicain ne sont pas enregistrés avant leur premier anniversaire, phénomène qui s'accroît dans les zones rurales. Soixante-seize pour cent de la population âgée de 0 à 17 ans est confrontée à au moins une forme de privation sociale, ce qui apparaît clairement lorsqu'on constate que seulement 14,8 % du total du budget de la Fédération pour l'année 2014 a été alloué à des programmes en faveur des enfants et des adolescents et que seulement 1 % de ces ressources a été consacré à la protection contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation. Toutes ces situations touchent plus durement les filles et les adolescentes mexicaines, ce qui s'explique par des considérations historiques, culturelles, sociales et économiques.

L'inégalité entre les sexes, qui touche les filles de façon disproportionnée à travers le monde, est l'un des plus grands défis à surmonter dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, non seulement au niveau mondial, mais aussi aux niveaux national et local. À cette fin, les États Membres doivent être plus disposés à résoudre les problèmes laissés en suspens dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, et à établir des indicateurs ambitieux et adaptés, ainsi que des objectifs réalisables aux niveaux national et local. Ils doivent également augmenter les fonds alloués aux programmes en faveur des enfants durant les 15 prochaines années. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit être communicable, transférable et ouvert aux enfants en permanence et se fonder sur leur inclusion et participation. L'autonomisation des femmes, des filles et des adolescentes, qui doit commencer dès leur naissance, contribuera de façon significative à atteindre les objectifs de développement durable, sur la base de la reconnaissance du rôle fondamental qu'elles jouent dans le développement social, économique et environnemental des États.

Mayama est convaincue qu'il est urgent et fondamental d'adopter des politiques nationales de développement globales visant à empêcher que les enfants, et les filles en particulier, continuent à souffrir des conséquences de l'exploitation ou du travail dans la rue, ou qu'ils finissent par être des victimes ou des délinquants. Il est essentiel d'investir dans des programmes de développement destinés à développer les compétences des enfants, leur permettant ainsi de prendre des décisions en connaissance de cause et rompre les cercles vicieux de la pauvreté et de la violence. Nous plaçons pour que ces politiques soient fondées sur le droit international des droits de l'homme, notamment sur la Convention relative aux droits de l'enfant et sur d'autres instruments internationaux applicables en la matière.

Il faut également s'assurer que ces politiques de développement globales en faveur des enfants, appliquées dans le cadre des processus d'application, de suivi et de financement des mesures prises pour atteindre les objectifs de développement durable, continuent d'inclure pleinement et largement les enfants et les jeunes dans les processus de prise de décisions et d'évaluation des avancées mondiales, nationales et locales du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Autrement dit, ces derniers doivent être en permanence les acteurs responsables du changement en faveur de la transformation sociale.

Nous prions instamment la communauté internationale de tenir compte des recommandations suivantes lors des débats de la soixantième session ordinaire de la Commission de la condition de la femme, dont le thème prioritaire s'intitule « Autonomisation des femmes et lien avec le développement durable » :

- Garantir, promouvoir et respecter les droits fondamentaux des enfants, notamment ceux des filles et des adolescents, indépendamment de leur sexe, de leur race, de leur religion, de leur condition socioéconomique, de leur ethnie, de leur préférence sexuelle ou de leur nationalité. Cette première recommandation doit s'inscrire intégralement dans l'adoption, l'application et le suivi des mesures prises en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et doit être axée sur l'inclusion et la participation des enfants dans tous les processus de prise de décisions et sur l'élan donné au Programme de développement durable à l'horizon 2030;

- Reconnaître l'importance d'accroître le financement en faveur du développement durable des États et d'autres groupes d'intérêts afin que des crédits internationaux soient alloués à la consolidation de programmes nationaux et locaux relatifs à l'enfance, qui luttent contre l'abandon scolaire, l'exploitation, la marginalisation et la violence. Mayama est convaincue que le développement durable à l'horizon 2030 n'est envisageable que grâce au financement et en mettant l'accent sur les actions locales, en particulier celles menées par les organisations de la société civile;
- Les objectifs de développement durable doivent être communicables, accessibles et adaptés aux enfants, et doivent permettre de renforcer les programmes nationaux d'éducation en faveur de l'autonomisation, de l'indépendance et de la créativité des enfants, en adoptant comme axe prioritaire l'égalité, le respect et l'équité de traitement des deux sexes. Contrairement aux objectifs du Millénaire pour le développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 offre une occasion unique d'éducation et de développement qui peut et qui doit être menée par tous les acteurs sociaux;
- Investir dans des programmes pédagogiques novateurs qui permettent d'empêcher la violence fondée sur le sexe, ainsi que dans des méthodes systémiques visant à combattre ces problèmes de façon globale.

Mayama réaffirme sa volonté de travailler de concert avec les Nations Unies pour un monde plus juste et durable. D'autre part, elle appelle la Commission de la condition de la femme à jouer le rôle de facilitateur afin de parvenir à l'égalité des sexes dans le cadre des objectifs de développement durable.

---